Éliane VIENNOT, *Et la modernité fut masculine. La France, les femmes et le pouvoir 1789-1804*

Paris, Perrin, 2016

Martine Lapied

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13620>

DOI : 10.4000/clio.13620

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Martine Lapied, « Éliane VIENNOT, *Et la modernité fut masculine. La France, les femmes et le pouvoir 1789-1804* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 29 septembre 2017, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13620> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13620>

Ce document a été généré automatiquement le 6 janvier 2021.

Tous droits réservés

Éliane VIENNOT, *Et la modernité fut masculine. La France, les femmes et le pouvoir 1789-1804*

Paris, Perrin, 2016

Martine Lapied

RÉFÉRENCE

Éliane VIENNOT, *Et la modernité fut masculine. La France, les femmes et le pouvoir 1789-1804*, Paris, Perrin, 2016, 412 p.

- 1 Éliane Viennot, professeure de littérature française, spécialiste des femmes d'État de la Renaissance, conduit une réflexion sur les femmes et la question du pouvoir en France. Après les deux premières synthèses publiées chez Perrin sur les périodes V^e-XVI^e et XVII^e-XVIII^e siècles, cet ouvrage aborde la période révolutionnaire. L'auteure adhère au récit de la « fermeture » bien qu'elle ne passe pas sous silence les moments d'avancée pour la cause des femmes qu'ont parfois permis les événements révolutionnaires.
- 2 Construit, globalement, de façon chronologique, l'ouvrage permet de bien saisir les différents moments de la Révolution présentés en fonction de la problématique définie : l'analyse d'un « mouvement féministe » et des réactions qu'il provoque. Les premiers chapitres (de 1788 à juin 1793) montrent la richesse des débuts de la Révolution avec « l'irruption des possibles », les réclamations des femmes mais aussi les refus auxquels elles se heurtent et tous les débats qui résultent de leur intrusion dans l'espace public.
- 3 Les femmes du peuple participent activement aux mouvements populaires aux origines de la Révolution et à toutes les mobilisations qui la font progresser. Des patriotes s'expriment dans les clubs, par des pétitions, participent aux débats, revendiquent le droit de porter les armes et essaient de forcer les espaces qu'on répugne à leur ouvrir. Leurs requêtes embrassent tous les champs de la politique et de la société. Face à cette

floraison de revendications, les Constituants se classent majoritairement dans le camp du refus. Les femmes bénéficient de certaines des mesures sociales prises par l'Assemblée mais, pour l'auteure, ce ne sont que des améliorations par ricochets comme l'égalité des enfants devant l'héritage, l'abolition des lettres de cachet, de la peine de mort pour vol, l'instauration du divorce. Par contre les réformes améliorant uniquement le sort des hommes entraînent une modification du rapport entre les sexes à leur profit. Les débats sur l'éducation montrent des positions largement réactionnaires des députés bien que quelques hommes tentent de soutenir un point de vue différent. Quant à la question de l'égalité des sexes, elle n'est jamais discutée en tant que telle et le vote féminin est écarté sauf pour les assemblées d'habitants qui décident le partage des communaux.

- 4 Des femmes essaient de faire entendre leurs voix mais les figures féminines qui se distinguent, comme Théroigne de Méricourt, sont en butte à un flot de critiques et d'insultes. La campagne contre la Reine est violente. L'auteure replace les attaques calomnieuses qu'elle a connues, avant même la Révolution, dans la volonté constante de salir les reines pour justifier la loi salique. Marie-Antoinette tient ainsi sa place dans les ouvrages sur « les crimes des reines de France ». Néanmoins, on peut aussi penser que la politique qu'elle a favorisée dès le début des événements révolutionnaires suffirait à la faire condamner, sauf à vouloir lui nier une action politique. Même durant cette période cruciale où les femmes semblent pouvoir participer à la vie publique et se veulent citoyennes, les « féministes » revendiquant l'égalité des droits sont peu nombreuses, quelques centaines peut-être.
- 5 À cette période d'espoir succède ce que l'auteure appelle une « mise au pas » de l'été 1793 à l'automne 1795. La radicalisation de la Révolution est allée de pair avec les progrès de la mixité dans le mouvement populaire. La Convention craint ces patriotes radicales, elle est également mal à l'aise vis-à-vis des quelques femmes soldats dont les actes héroïques sont reconnus bien que la législation finisse par interdire la présence de femmes dans les armées. Parallèlement certaines améliorations législatives sont apportées dans le domaine social, comme la protection des filles mères ; par ailleurs, pour les héritages, les filles sont désormais en stricte égalité avec leurs frères. Certains textes, discutés à l'automne 1793, proposent une éducation semblable pour les filles et les garçons.
- 6 En 1793, les militantes continuent à agir et à pétitionner. Certaines tiennent à approuver publiquement la Constitution, tout en déplorant d'être privées du droit de vote. Le 30 octobre 1793 les clubs de femmes sont interdits. Des femmes s'impliquent également dans le camp de la contre-révolution. La répression politique les frappe alors, comme les hommes. C'est la version noire de la Terreur qui est présentée ici, qu'il s'agisse de la question des femmes ou de l'évolution politique. L'auteure n'hésite pas à affirmer que le mois d'octobre 1793 inaugure « l'une des pires périodes qui soient dans l'histoire des relations entre les sexes en France » (p. 214). Néanmoins, les propos et comportements qui conduisent des femmes à l'échafaud, comme de traiter la France de « Nation criminelle », auraient valu le même châtement à un homme. Malgré tout, les connotations fortement misogynes sont indéniables. En plus d'être considérées comme des opposantes, ces femmes sont transgressives par le fait même de prendre des positions politiques. La radicalisation féminine, d'un côté comme de l'autre, provoque « l'effroi ».

- 7 Dans la troisième phase, de 1795 à 1804, les femmes sont victimes de la réaction. Les hommes au pouvoir semblent avoir aussi peur des femmes qu'ils ont peur du peuple, ils veulent rétablir l'ordre sexuel comme l'ordre social. Les avancées de la législation révolutionnaire sont peu à peu effacées, les projets éducatifs éclairés abandonnés. Au contraire, on met l'accent sur un enseignement spécifique au sexe féminin. La référence à la nature est évoquée pour justifier la puissance maritale dans le Code Civil et le mari administre les biens de sa femme. La voix des médecins confirme l'ordre sexuel.
- 8 Les femmes ne cèdent pas à la résignation, elles adoptent des stratégies de contournement. Elles sont alors de plus en plus nombreuses à s'illustrer dans le domaine de la culture. Certaines d'entre elles tentent de mener une vie libérée des normes de genre. Les femmes auteures sont en butte à l'hostilité de la communauté intellectuelle masculine, mais elles sont appréciées du public, telles Mesdames de Genlis et de Staël. Ces femmes de lettres, comme les salonniers qui reprennent leurs activités, ont aussi des alliés masculins dans leurs combats. Mais elles sont la cible des journalistes et de certains hommes politiques. Elles sont redoutées et combattues aussi bien par Napoléon Bonaparte que par Babeuf. Dans les provinces, les femmes continuent à participer à la vie politique locale par leur action en période de crise, comme elles l'ont toujours fait, des émeutes d'Ancien Régime aux mobilisations révolutionnaires. Dans le camp opposé, elles s'impliquent activement dans la reprise du culte. Les attitudes vis à vis des clubs de femmes ont souvent été différentes entre Paris et la province, et cela a aussi été le cas en Europe où ils ont essaimé mais, dans les pays européens qui ont été d'une façon ou d'une autre sous influence française, l'adoption de la législation française implique la soumission des femmes.
- 9 La conclusion insiste sur une évolution négative qui passerait d'une position reconnue des femmes au sein de l'élite sous l'Ancien Régime à l'exclusion de la citoyenneté au nom d'une inégalité qui relèverait de la nature. Le Code civil achève cette évolution. L'ouvrage d'Éliane Viennot est une bonne synthèse intéressante, utile et bien renseignée ; elle utilise les mises au point des spécialistes de la Révolution française à l'appui d'une thèse qui tire la démonstration vers l'établissement d'une domination masculine, en minorant parfois ce qui relève avant tout du combat politique. Il montre toute la richesse, pour les débats historiques, des travaux qui mettent la question des femmes au centre des analyses.

AUTEURS

MARTINE LAPIED

Université d'Aix-Marseille (UMR Telemme)